

Avenant n° 74 du 26 juin 2025

relatif au régime de frais de santé

NOR : ASET2550767M

IDCC : 1790

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNDLL ;

SNELAC ;

SLA ;

SPACE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FS CFDT ;

INOVA CFE-CGC ;

CGT FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire permanente d'interprétation et de négociation, décident, compte tenu des résultats enregistrés lors de la présentation des comptes 2024, de faire évoluer le régime de frais de santé obligatoire mis en place par l'avenant n° 45 du 28 juin 2013.

Le présent avenant a pour objet d'entériner les modifications apportées au régime frais de santé de la convention collective nationale espaces de loisirs, d'attractions et culturels, aux cotisations applicables à compter du 1^{er} janvier 2026.

Article 1^{er} | Cotisations

Il a été convenu entre les partenaires sociaux que les cotisations mensuelles seront augmentées, à compter du 1^{er} janvier 2026 de :

- 10 % pour les salariés relevant du régime général de la sécurité sociale ;
- 10 % pour les salariés relevant du régime local d'Alsace-Moselle.

Le texte de l'avenant n° 45 du 28 juin 2013 intitulé « Cotisations » sera ainsi modifié comme suit :

(Voir article 5 de l'avenant n° 45 du 28 juin 2023.)

« À compter du 1^{er} janvier 2026 le taux de cotisation est fixé à :

Pour la famille hors conjoint, partenaire lié par un Pacs ou concubin, dès lors que ce dernier perçoit un revenu professionnel ou un revenu de remplacement, relevant du régime général : 1,36 % du plafond mensuel de la sécurité sociale, par mois.

La cotisation est répartie à hauteur de 50 % pour l'employeur et 50 % pour le salarié.

Pour la famille hors conjoint, partenaire lié par un Pacs ou concubin, dès lors que ce dernier perçoit un revenu professionnel ou un revenu de remplacement, relevant du régime local d'Alsace-Moselle : 0,86 % du plafond mensuel de la sécurité sociale, par mois.

La cotisation est répartie à hauteur de 50 % pour l'employeur et 50 % pour le salarié. »

Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés, dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de frais de santé dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 3 | Date d'effet. Dépôt. Extension

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

À compter de cette date, la rédaction de l'article 5 de l'avenant n° 45 du 28 juin 2023 sera modifiée et substituée tel que prévu à l'article 1^{er} ci-dessus.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de notification, publicité et dépôt conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Les signataires du présent accord demandent au ministère du travail son extension à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels sur l'ensemble des départements français, y compris les DOM.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 26 juin 2025.

(Suivent les signatures.)